

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/3306  
23 octobre 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS-  
ESPAGNOL-FRANCAIS

ACCORDS ENTRE INSTITUTIONS ET ACCORDS ENTRE INSTITUTIONS  
ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Projet d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale de métrologie légale

1. Le Secrétaire général a reçu du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture une communication, datée du 1er octobre 1959, à laquelle était joint le texte d'un projet d'accord entre l'UNESCO et l'Organisation internationale de métrologie légale, qui doit être soumis pour approbation définitive au Conseil exécutif de l'UNESCO, lors de sa cinquante-cinquième session, en novembre 1959.
2. Conformément aux dispositions de l'article XIX de l'Accord entre l'ONU et l'UNESCO, le texte du projet d'accord susmentionné est communiqué ci-après, pour information, aux membres du Conseil économique et social.

ANNEXE

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE

L'Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la  
culture (ci-après désignée sous le  
nom d'"UNESCO"), représentée par  
M. Vittorino Veronese, Directeur  
général,

et

L'Organisation internationale de  
métrologie légale (ci-après  
désignée sous le nom d'"O.I.M.L.")  
représentée par M. M. Jacob,  
Président du Comité international  
de métrologie légale,

CONSIDERANT que l'UNESCO a entre autres fonctions celle de contribuer à  
resserrer la coopération des nations dans le domaine de la science;

CONSIDERANT que l'O.I.M.L. est une institution intergouvernementale créée  
pour résoudre, sur le plan international, les problèmes techniques et adminis-  
tratifs de métrologie légale posés par l'emploi des instruments de mesure et pour  
faciliter la coordination des efforts des Etats dans ce domaine;

CONSIDERANT que les deux organisations ont, dès lors, dans le domaine  
scientifique, certaines tâches et activités qui sont en harmonie;

DESIREUSES de coordonner leurs efforts pour atteindre leurs objectifs  
communs et, à cet effet, de définir les modalités de leur coopération,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article I

L'UNESCO et l'O.I.M.L. conviennent de coopérer par l'entremise de leurs  
organes compétents.

Article II

L'UNESCO et l'O.I.M.L. se consulteront régulièrement sur toutes les questions  
d'ordre scientifique qui sont d'intérêt commun.

Article III

Des représentants de l'UNESCO seront invités à assister aux réunions de  
l'O.I.M.L. ou des organes, commissions et comités institués par elle, lorsque  
des questions débattues seront de nature à intéresser directement l'UNESCO. Ces  
représentants pourront participer, sans droit de vote, aux délibérations de  
l'O.I.M.L. ou des organes, commissions et comités institués par elle, lorsqu'il  
s'agira de questions intéressant l'UNESCO.

Des représentants de l'O.I.M.L. seront invités à assister aux réunions de  
la Conférence générale, du Conseil exécutif ou des autres organes, commissions et

/...

comités institués par l'UNESCO lorsqu'on y examinera des questions intéressant directement l'O.I.M.L. Ces représentants pourront participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces organes et de leurs commissions et comités lorsqu'il s'agira de questions intéressant l'O.I.M.L.

#### Article IV

Sous réserve de toutes dispositions qui seraient nécessaires pour préserver le caractère confidentiel de certains documents, les deux organisations se communiqueront, dans les plus brefs délais, des informations et des documents concernant les problèmes qui les intéressent l'une et l'autre.

L'O.I.M.L. tiendra l'UNESCO au courant de ceux de ses travaux qui seraient de nature à intéresser l'UNESCO.

L'UNESCO tiendra l'O.I.M.L. au courant de ceux de ses travaux qui seraient de nature à intéresser l'O.I.M.L.

#### Article V

Le Directeur général de l'UNESCO et le Président du Comité international de métrologie légale concluront, pour la mise en oeuvre du présent Accord, tous accords complémentaires, définissant de nouvelles modalités de coopération entre les deux organisations, qui paraîtraient souhaitables à la lumière de l'expérience acquise au cours de leur coopération en vertu du présent Accord.

#### Article VI

Le présent Accord sera signé par le Directeur général de l'UNESCO et le Président du Comité international de métrologie légale lorsqu'il aura été approuvé par le Conseil exécutif de l'UNESCO et le Comité international de métrologie légale.

Il entrera en vigueur dès sa signature.

#### Article VII

Le présent Accord pourra être révisé sous réserve d'approbation par les organes compétents des deux organisations. Chacune des deux parties pourra le dénoncer en donnant à l'autre un préavis d'un an.

-----